

ACCORD CADRE DE FOURNITURES

A PROCEDURE ADAPTEE

OBJET DE L'ACCORD CADRE

VOYAGE SCOLAIRE « ETATS UNIS »
DU 11 AU 26 OCTOBRE 2019

REFERENCE DE L'ACCORD CADRE : N°01-19-V1.0

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° de marché : 01-19-V1.0

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame la Proviseure, Najat DELPEYRAT

Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre administratif :

Caroline SAULIERE : caroline.sauliere@ac-toulouse.fr / 05 67 46 10 03

Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique :

Madame Ariane Rosenau : ariane.rosenau@ac-toulouse.fr

Comptable assignataire : Isabelle Sébastian : isabelle.sebastian@ac-toulouse.fr / 05 63 62 11 91

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS : VENDREDI 15 MARS 2019 A
12H00

Le présent règlement de la consultation

est composé de 7 pages numérotées de 1 à 7

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 - Objet de l'accord cadre.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 2 - Procédure	Erreur ! Signet non défini.
Article 3 - Durée de l'accord cadre.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 4 - Allotissement de l'accord cadre	Erreur ! Signet non défini.
Article 5 - Budget et financement	Erreur ! Signet non défini.
Article 6 - Forme de groupement et sous-traitance.....	3
Article 7 - Dématérialisation des marchés publics.....	3
Article 8 - Composition du dossier de consultation	Erreur ! Signet non défini.
Article 9 - Modalités de retrait du dossier de consultation	Erreur ! Signet non défini.
Article 10 - Langue	Erreur ! Signet non défini.
Article 11- Modification de détail du dossier de consultation	4
Article 12 - Conditions de remise des candidatures et des offres et date limite de réception des plis.....	4
12.1 – Dépôt et date limite de transmission	4
12.2 - Sauvegarde	4
Article 13 - Contenu de l'enveloppe.....	5
12.1 - Pour la candidature	5
12.2 - Pour l'offre	5
Article 14 - Appréciation des candidatures et jugement des offres.....	5
14.1 - Les candidatures	5
14.2 - Les offres	5
Article 15 - Délai de validité des offres	6
Article 16 – Phase de négociation	6
Article 17 – Infructuosité.....	6
Article 18 - Traitement des offres anormalement basses	6
Article 19 – Renseignements complémentaires	6
Article 20- Règlements et litiges	6
Article 21– Documents à produire par le candidat lors de l'attribution de l'accord-cadre et signature de l'offre .	7

Article 1 - Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet **UN VOYAGE SCOLAIRE AUX ETATS-UNIS DU 11 AU 26 OCTOBRE 2019 (16 JOURS COMPLETS) POUR 25 ELEVES MINEURS ET 3 ACCOMPAGNATEURS.**

Article 2 – Procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article 42 2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Article 3 - Durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour la durée du voyage.

Article 4 - Allotissement de l'accord cadre

Il est alloti comme suit :

LOTS	Nomenclature communautaire CPV :
LOT 1 : VOYAGE ALLER RETOUR CASTRES/NEW-YORK	63500000-4
LOT 2 : HEBERGEMENT ET TRANSFERT AEROPORT	63500000-4
LOT 3 : VISITES	63500000-4

Le pouvoir adjudicateur chargé de coordonner la passation de l'accord cadre pour le compte de l'établissement est :

Najat DELPEYRAT
Proviseure du lycée Borde Basse
Rue Comte Emmanuel de Las Cases
81100 CASTRES
Tél : 05 63 62 11 92
Fax : 05 63 62 11 94

Le pouvoir adjudicateur est chargé de signer et de notifier l'accord cadre.

Article 5 - Budget et financement

Le présent accord cadre est financé par des subventions et par une participation des familles votée en C.A.

Article 6 - Forme de groupement et sous-traitance

Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles choisiront la forme du groupement solidaire ou conjoint.

Les candidatures et les offres seront signées soit par la totalité des entreprises membres du groupement, soit par le mandataire de ces entreprises. À ce titre, le mandataire devra justifier des habilitations nécessaires afin de représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature de l'accord cadre.

Article 7 – Dématérialisation – modalités – consultation du DCE

En application des articles 41-49-31.1-107-108 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2019 relatif aux marchés publics, la présente consultation est partiellement dématérialisée : L'ensemble des communications et des échanges, ainsi que le dépôt des offres s'effectue exclusivement par voie électronique sur le profil acheteur de AJI (Association des Journées de l'Intendance): <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>.

Le dossier de consultation est à disposition sur le [profil acheteur AJI](https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/) (Association des Journées de l'Intendance) : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>

sous la référence **01-19-V1.0. « VOYAGE SCOLAIRE AUX ETATS-UNIS_LYCEE BORDE BASSE »**.

Les échanges via la messagerie sécurisée du [profil acheteur](https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/) de l'AJI : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>

permettent d'assurer une continuité et une traçabilité dans la mesure où, de façon analogue à une lettre recommandée avec accusé réception, le courrier électronique fait l'objet d'un accusé de réception horodaté par le destinataire.

- En cas de modification du DCE par l'acheteur (cf article 11), ce dernier sera redéposé autant que de besoin sur le profil acheteur avec un nouveau numéro de version.

Article 8 - Composition du dossier de consultation

- Le dossier de consultation est composé des documents suivants :
- Le DC1
- Le DC2
- Le formulaire d'acte d'engagement (ATTR11) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent marché
- Le présent Règlement de Consultation
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de service (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (pièce non jointe, consultable sur LEGIFRANCE.fr)

Article 9 - Conditions de dépôt des candidatures et des offres ; date et heure limites de dépôt

L'ensemble du dossier des candidats -candidatures et offres- doit être déposé sur le profil acheteur de l'AJI : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>

- avant la date et l'heure indiquées ci-dessous :

- DATE LIMITE DE DEPÔT DU DOSSIER : VENDREDI 15 MARS 2019 A 12H00

Le système d'horodatage du profil acheteur faisant foi.

Les candidats désignent, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Ils mettent en place les procédures permettant, à la personne publique, de s'assurer que leurs candidatures et leurs offres sont transmises et signées par cette personne.

Les formats de fichiers pouvant être utilisés par les candidats sont les suivants : pdf, rtf, doc; xls; ppt; tif, zip.

Les différentes pièces électroniques constituant l'offre ne doivent pas contenir de virus. Cette vérification est à la charge du candidat au moment de la transmission de son offre.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus est détecté par l'acheteur fera l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document sera dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé sans délai et en tout état de cause dans un délai lui permettant de retourner le document concerné sous toute forme appropriée.

Parallèlement à l'envoi électronique, le candidat peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde, une transmission supplémentaire sur support physique électronique ou sur support papier.

Ce pli scellé comporte obligatoirement le numéro du marché, le nom du candidat et la mention : « copie de

sauvegarde ». Elle ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au lycée polyvalent Borde Basse avant la date limite de remise des offres.

Le niveau minimum de sécurité est le niveau (**) du RGS.

Il est porté à l'attention des candidats qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.

Le mode de transmission électronique doit être appliqué à l'ensemble des documents transmis (article 40 du décret n° 2016-360).

Article 10 - Contenu de la candidature et de l'offre

Le dossier de candidature et d'offre contient :

10.1 - Pour la candidature

Le DUME du candidat. (Document Unique du Marché Européen). Exceptionnellement non obligatoire pour cet accord-cadre.

ou :

Le DC 1 et

Le DC 2

13.2 - Pour l'offre

Le **formulaire ATTRI1** (acte d'engagement) ainsi que son annexe financière (BPU) doivent être complétés, datés et non signés. Ils ne seront signés qu'après l'attribution de l'accord-cadre par le seul titulaire.

Le **CCP** paraphé.

Un **dossier de références de prestations analogues** au marché qui met en évidence l'expérience du candidat sur les marchés de même type, essentiellement auprès des administrations publiques. Le candidat indiquera une liste de références significatives avec les noms, adresses et numéros de téléphone et courriels d'interlocuteurs chez leurs clients que le lycée BORDEBASSE pourra contacter pour plus d'informations) ;

Une **présentation des moyens matériels et humains de la société** mis à disposition pour l'exécution de la prestation ;

Les **Agréments du Ministère du Tourisme et habilitations à vendre des voyages à un public scolaire** (Ministère Jeunesse et Sports, Education Nationale) ;

Les pièces à fournir impérativement sont :

a. le n° d'immatriculation Atout France

b. L'habilitation ministérielle pour les transporteurs utilisés directement ou/et en sous-traitance. Les candidats retenus s'engagent à communiquer au représentant du Pouvoir Adjudicateur, toute modification intervenant sur ces habilitations en cours de contrat.

Article 11 - Langue

- La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français.
- Tous les documents doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 12 - Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Cette disposition reste valable dans le

cas où cette date serait reportée. Le dossier de consultation se verrait doté d'un nouveau numéro de version sur le profil acheteur AJI (Association des Journées de l'Intendance) : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>

- Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 13 - Appréciation des candidatures et jugement des offres

13.1 - Les candidatures

Si à l'ouverture des plis, certaines pièces demandées sont incomplètes ou absentes, elles seront demandées au candidat qui devra les produire dans un délai de **4 jours** à compter de la demande.

13.2 - Les offres

Les offres inappropriées ou inacceptables sont éliminées conformément à l'article 59 du décret du 25 mars 2016.

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues notamment à l'article 62 du décret du 25 mars 2016.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le pouvoir adjudicateur.

Les critères de classement des offres sont pondérés comme suit :

50	%	Prix
50	%	Qualité de la prestation

Article 14 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres courra à compter de la date limite de réception des offres jusqu'à la date du voyage. Un bon de commande sera émis par le lycée.

Article 15 – Phase de négociation

Après réception et examen des offres, il est établi un premier classement des offres.

Le cas échéant, une négociation pourra être engagée avec les candidats dont les offres à l'ouverture des plis et après une première analyse sont susceptibles de répondre au mieux.

Les candidats évincés dès ce stade ne pourront être prévenus qu'en fin de procédure afin de pouvoir leur fournir la motivation de leur éviction et les informations réglementaires relatives à l'attributaire.

A l'issue des négociations, une nouvelle analyse en fonction des critères retenus et un nouveau classement seront établis.

La personne responsable du marché attribue ce dernier au candidat ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les négociations pourront porter sur les prix et l'offre technique des candidats.

Article 16 – Infirmité

En cas d'infirmité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée.

Article 17- Traitement des offres anormalement basses

Conformément à l'article 60 du décret du 25 mars 2016, dans le cas où leurs offres paraîtraient anormalement basses, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui

leur seront demandées par l'administration permettant d'apprécier si l'offre présente bien toutes les garanties de bonne exécution des prestations.

Article 18 – Renseignements complémentaires

Au cours de la consultation, et **au plus tard 8 jours** avant la date fixée pour la remise des offres, les candidats ont la faculté d'adresser des demandes de renseignement d'ordre administratif ou technique **uniquement par courriel SUR LE PROFIL ACHETEUR** : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>

Chaque demande de renseignement d'un candidat fera l'objet d'une réponse écrite. La demande de renseignement et sa réponse sera diffusée aux candidats ayant retiré le dossier de consultation et s'étant identifiés, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 19 - Règlements et litiges

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

Article 20– Documents à produire par le candidat lors de l'attribution de l'accord-cadre et signature de l'offre

Art 20.1 Documents à produire avant signature

DC 1 et DC 2 : si non fournis lors de la candidature (si seul le DUME a été fourni lors de la candidature)

- Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés au 3° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Extrait de casier judiciaire attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux 1° et a et c du 4° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au 2° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail

Ces pièces (sauf l'extrait de casier judiciaire pour les personnes morales françaises) seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire de l'accord-cadre dans un **délai de 7 jours** à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement celui-ci sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Art 20.2 Signature de l'accord-cadre

L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe (BPU) ne sont signés manuellement que par le candidat retenu. Ils seront obligatoirement envoyés en original par courrier à l'adresse du lycée, mais pourront être scannés et déposés sur le profil acheteur AJI.

Article 21– Données essentielles :

En application de l'article 108 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2019 relatif aux marchés publics, les données essentielles concernant l'accord-cadre sont conservées dans l'open data du profil acheteur de l'AJI : <https://mapa.aji-france.com/mapa/marche/>

